

La situation en Haïti illustre bien comment les défis en matière de sécurité ont des facettes multiples et sont reliés. Les initiatives du Canada pour améliorer la sécurité en Haïti témoignent de l'importance qu'il accorde à la stabilité à long terme du pays et à son développement. Depuis le départ du président Aristide, en février 2004, le Canada a contribué à stabiliser une nouvelle fois le pays et a fourni une assistance aux efforts de développement à long

terme. Le Canada est le deuxième donateur bilatéral en importance à Haïti, grâce à un engagement de 555 millions de dollars sur cinq ans (2006-2011). De fait, Haïti est le plus important bénéficiaire de l'aide canadienne au développement dans les Amériques, et le deuxième dans le monde (après l'Afghanistan). Le soutien est coordonné à l'échelle pangouvernementale et vise trois objectifs essentiels en Haïti : l'accès accru aux services de base,

le rétablissement de la primauté du droit et le renforcement des institutions démocratiques. Enfin, le ministère de la Défense nationale (MDN) appuie la MINUSTAH par le déploiement de quatre membres des forces canadiennes dans des postes clés au quartier général de la mission.

Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM)

- Dans le cadre du FPSM du Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du MAECI, le Canada a augmenté la capacité opérationnelle et institutionnelle des forces de sécurité haïtiennes afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité dans les collectivités, et ce, afin que les familles puissent vivre et travailler sans crainte pour leur sécurité.
- De même, depuis 2005, le Canada a fourni, par le truchement du GTSR, une contribution totale de 15 millions de dollars aux efforts de prévention de conflits et de consolidation de la paix en Colombie. De ce montant, 2 millions de dollars ont été consacrés à la mission de l'OEA visant à soutenir le processus de paix en Colombie. L'appui du GTSR soutient les efforts du gouvernement et de la société civile pour mener des enquêtes sur des crimes liés aux conflits et traduire les coupables en justice, pour renforcer les programmes de justice transitionnelle et pour protéger les droits des groupes vulnérables tels que les collectivités autochtones. Ces fonds permettent également l'intensification des efforts en cours à l'OEA pour démanteler les juntas paramilitaires en Colombie.

© Bureau du secrétaire du gouverneur général (BSGG) Photo: Sgt Serge Gouin, Rideau Hall



Son Excellence la très honorable Michaëlle Jean, gouverneure générale du Canada, lors de sa visite en Haïti en janvier 2009